

<http://ugtg.org/spip.php?article1072>



Lame de fond à la Guadeloupe

- Par Fabrice Doriac

- Dossier spécial LKP - Parti-pris-&cris... -



Date de mise en lignemardi 3 mars 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Après avoir sous-estimé l'ampleur du mécontentement populaire, Paris a dû prendre très au sérieux la grève générale qui a paralysé la Guadeloupe à partir du 20 janvier. La revendication principale du Rassemblement contre les profits abusifs et l'exploitation (LKP) adressée au gouvernement et au patronat â€” une revalorisation des salaires les plus bas â€” ne saurait occulter le malaise plus profond qui, dépassant le cadre d'un conflit traditionnel, touche l'ensemble des départements d'outre-mer.

Lame de fond à la Guadeloupe

Par Fabrice Doriac

Tout paraissait si tranquille dans cette société guadeloupéenne à deux vitesses. D'un côté, fonctionnaires et salariés des grandes entreprises. De l'autre, ouvriers et employés précaires de sociétés artisanales, de sous-traitance et de services, associés aux simples « jobeurs » (travailleurs non déclarés) et RMistes. Les uns rémunérés correctement, les autres tirant le diable par la queue.

Trente ans durant, les rapports sociaux se sont réduits à une course à la consommation pour les uns ; à une débrouillardise mêlée de petits trafics pour beaucoup d'autres. Chacun s'adaptant entre aides sociales â€” revenu minimum d'insertion (RMI), Caisse d'allocations familiales (CAF) ou Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (Assedic) â€” et travail clandestin, entre salaires misérables et chômage (24 % de la population active en moyenne). Pour les moins de 30 ans, ce chiffre grimpe à 45 % ; dans certains quartiers défavorisés, comme Lacroix aux Abymes, on frôle les 70 %. Avec, en toile de fond, un exode massif des jeunes, diplômés et professionnels, incapables de s'insérer dans leur propre pays...

Et puis il y eut, ce 20 janvier, le déclenchement de la grève générale. Fort de quarante-neuf syndicats, partis politiques ou associations, le collectif Liyannaj kont pwofitasyon (LKP) â€” Rassemblement contre les profits abusifs et l'exploitation â€” en appelle directement au « peuple guadeloupéen ». Avec un leitmotiv : la lutte contre la vie chère et l'aide aux travailleurs pauvres. Sans oublier la dénonciation des « arnaques » à grande échelle pratiquées par des monopoles et des grandes entreprises avec la bénédiction de l'Etat.

On assiste, dès lors, à un choc frontal entre le monde syndical et le patronat. La nouveauté, c'est que l'intransigeance n'est plus sans réponse. Le soutien de la population fait basculer le rapport de forces en faveur du collectif LKP.

Déjà, début décembre 2008, des patrons transporteurs avaient fait grève pour réclamer une baisse du prix des carburants. Efficaces, les barrages routiers amenèrent le préfet, les présidents de la région et du département à négocier rapidement. En cinq jours, un protocole d'accord fut signé, avec, à la clé, une réduction des prix de 20 centimes par litre de sans-plomb et la satisfaction de la population pour ce bénéfice immédiat.

A l'inverse, à l'issue de leur première journée de grève et de manifestations, les 15 et 16 décembre, personne n'accepte de recevoir les représentants du LKP : ni le sous-préfet, ni le préfet, ni les dirigeants de la région et du département. Cette première mobilisation sera l'occasion de prendre date avec les Guadeloupéens.

Dès le 20 janvier, les dirigeants du LKP mettent l'accent sur le caractère élargi de leurs revendications réunies dans

une plate-forme en cent quarante-deux points. Ambitieuse, celle-ci embrasse des pans entiers de la vie économique et sociale : développement, emploi, formation, santé, environnement, culture, aménagement du territoire... Au-delà de la vie chère, elle met en cause les discriminations, entorses au code du travail et rapports sociaux issus de la période coloniale.

Le caractère global, voire systémique, des revendications appela des commentaires méprisants : « Exigences irréalistes ou farfelues qui ne mobiliseront pas grand monde... », estimèrent certains patrons. Mais, de meetings en manifestations, le mouvement fit boule de neige. Le LKP conquiert sa légitimité dans la rue. La pression populaire de dizaines de milliers de manifestants obligea « ceux d'en haut » à s'asseoir à la table des négociations autour du préfet.

Marges exorbitantes et falsifications

La revendication-phare du collectif de l'augmentation de 200 euros nets mensuels pour les bas salaires a bloqué les négociations entre patronat et syndicats. Elle équivaut en réalité à un rattrapage des salariés du privé par rapport aux employés du secteur public. Dans les départements d'outre-mer (DOM), les fonctionnaires gagnent 40 % de plus que leurs collègues en métropole. Issue de la départementalisation votée en 1946 pour les quatre anciennes colonies de Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, cette « prime de vie chère » était à l'époque réservée aux agents de l'État expatriés. A force de luttes, les fonctionnaires localement recrutés ont obtenu une égalité de traitement. D'aucuns soupçonnent les techniciens du ministère du budget, à Bercy, de plaider pour un nivellement par le bas, c'est-à-dire en supprimant la majoration des 40 %... Ce « remède de cheval » compte des partisans dans les franges marginalisées et chez les nationalistes.

Le leader et porte-parole du LKP Elie Domota aime à comparer les chiffres. « Nous sommes cinquante mille à défilé dans Pointe-à-Pitre [pour une population de quatre cent cinquante et un mille habitants]. C'est l'équivalent en France d'un cortège de six millions de manifestants dans les rues de Paris. » Innovation médiatique : les négociations ont été retransmises intégralement par les télévisions locales. Pendant quatre jours, la population se riva à son écran avant que le préfet ne rompe les pourparlers. Le citoyen se retrouvait ainsi témoin de discussions (le calcul des prix, les salaires, les marchés publics, l'éducation, la santé, le développement agricole...) dont il est habituellement exclu.

Ni le patronat local ni le gouvernement n'ont vu venir cette lame de fond. D'emblée, le premier se prétend incapable de payer les 200 euros d'augmentation salariale aux smicards. Le chef du gouvernement François Fillon refuse catégoriquement de l'aider par des exonérations sociales et fiscales supplémentaires. Le secrétaire d'État chargé de l'outre-mer, M. Yves Jégo, fait une apparition, met au point un préaccord permettant au patronat de financer la fameuse augmentation, repart sans prévenir personne, le 9 février ; Paris envoie deux « médiateurs »... Et laisse pourrir la situation. Qui dégénère, provoquant la mort d'un syndicaliste, Jacques Bino, le 17 février.

Tous deux socialistes, les présidents de la région et du département Victorin Lurel et Jacques Gillot ont été débordés sur leur gauche. Depuis de nombreuses années, les groupes commerciaux, les monopoles [1] et le clan des békés descendants des anciens planteurs et esclavagistes imposent leurs marges exorbitantes sans que les élus locaux ne montent systématiquement au créneau ou n'enquêtent sur les pratiques frauduleuses. Huit familles békées contrôlent des chaînes de supermarchés et l'import-export [2]. L'entente sur les prix est facile. Entre 2007 et 2008, ceux des produits de première nécessité se sont envolés : + 48 % pour le lait, + 87 % pour les pâtes, + 59 % pour le beurre, etc.

Les marges et falsifications de la Société anonyme de la raffinerie des Antilles (SARA, distributeur de produits pétroliers en situation de monopole) constituent également un cas d'école pour l'analyse des défaillances du contrôle d'État. De même que, à partir de 2005, le scandale du chlordécone [3], mollement dénoncé par les élus, très en retrait par rapport aux associations écologistes et aux syndicats agricoles...

Aucune prise de position non plus pour modifier la loi de défiscalisation Girardin [4], qui n'apporte rien à l'économie en termes d'investissements productifs. En revanche, ce système a renchéri considérablement le prix des terrains constructibles, transformant des zones entières de l'archipel en résidences secondaires pour gros contribuables métropolitains. Parallèlement, l'offre de logement social est déficiente, et les scandales financiers se succèdent. Enfin, s'agissant de l'atténuation des effets de la crise économique mondiale, les politiques n'ont rien proposé de concret aux plus modestes.

L'engagement massif des Guadeloupéens derrière le collectif LKP constitue donc un acte de défiance vis-à-vis de la classe politique locale. Au-delà, il y a bien sûr la contestation classique du monde syndical à l'adresse de la politique sociale du gouvernement Fillon-Sarkozy. M. Domota explique de manière lapidaire les tergiversations gouvernementales à la Guadeloupe, dans un contexte de crise sociale aiguë en France : « Quand il y a le feu au château, on se moque de l'écurie ! »

Certains intellectuels, comme le psychologue Errol Nuissier, contestent les méthodes et même la portée de l'action du LKP. Selon lui, la fermeture forcée par des commandos de centaines d'entreprises ou de stations-service, la paralysie des approvisionnements et la perturbation des réseaux d'eau et d'électricité touchent plus durement les démunis, les malades et les personnes isolées. Idem dans l'économie : les structures les plus solides – grandes enseignes ou affaires tenues par des békés – passeront sans encombre cette période difficile, alors que les plus précaires vont devoir fermer. Avantage aux plus gros.

Au vu du caractère hétéroclite des quarante-neuf organisations qui constituent le LKP, d'autres s'interrogent : ce collectif suit-il une ligne politique ? Le mot d'ordre sur la vie chère et la défense du pouvoir d'achat des plus démunis a un effet fédérateur. Mais, en admettant qu'elle obtienne satisfaction sur ces points, la mobilisation populaire risque fort de s'arrêter avec ces seuls gains matériels. « Si, après la mobilisation générale, les gens parviennent à gagner en pouvoir d'achat mais que, au final, ils consomment encore plus d'importations et de "malbouffe", estime M. Georges Magdeleine, agriculteur et membre du collectif, on n'aura rien gagné dans l'affaire ! »

Autoritarisme d'un autre âge

En réalité, les demandes de la plate-forme vont bien au-delà du cadre des négociations économiques. Elles procèdent d'un profond désir de changement social. Par exemple, l'arrêt de la spirale consumériste qui précarise toujours plus la population [5] ; la fin des discriminations à l'embauche dans les postes d'encadrement qui restituent la hiérarchie de la société coloniale (les Blancs en haut, les Noirs en bas) ; la neutralisation des promoteurs immobiliers venus d'Europe ; la relance du dialogue dans les entreprises souvent soumises à un autoritarisme patronal d'un autre âge ; ou encore la réhabilitation du patrimoine culturel créole.

En dernier lieu, le LKP réclame une plus grande participation locale dans les décisions et la gestion d'un développement « durable » adapté à la Guadeloupe et en lien avec son environnement caribéen [6]. Tous les secteurs administrés directement depuis Paris – emploi, formation, santé, coopération régionale, aménagement du territoire, etc. – demanderaient à être gérés localement.

Paradoxalement, le débat sur l'évolution du statut politique de l'île a été évacué par le référendum du 7 décembre 2003, 72 % des Guadeloupéens ayant voté « non » à l'évolution vers plus d'autonomie. L'actuel conflit confirme néanmoins, cinq ans plus tard, l'obsolescence du statut de DOM – en témoigne la reprise des revendications à la Martinique, en Guyane et à la Réunion.

Néanmoins, la démarche logique vers l'émancipation n'est jamais évoquée par les ténors du LKP. Le collectif est pourtant constitué d'organisations indépendantistes. Son dirigeant le plus charismatique, M. Domota, occupe le poste de secrétaire général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG), qui milite ouvertement pour l'indépendance. Question de méthode ou de stratégie : tout le monde a conscience des réticences de la population

face à cette option.

En attendant, un manifeste de neuf intellectuels antillais, dont Edouard Glissant et Patrick Chamoiseau, pour des sociétés « postcapitalistes », qui a largement circulé, affirme : « Aucune de nos revendications n'est illégitime. Aucune n'est irrationnelle en soi, et surtout pas plus démesurée que les rouages du système auquel elle se confronte. Aucune ne saurait donc être négligée dans ce qu'elle représente, ni dans ce qu'elle implique en relation avec l'ensemble des autres revendications [7]. »

Fabrice Doriac [Journaliste, Pointe-à-Pitre]

Source : [Le Monde Diplomatique](#), mars 2009

[1] Comme celui de la Compagnie maritime d'affrètement - Compagnie générale maritime (CMA-CGM), qui pratique des tarifs abusifs sur les conteneurs en provenance de la métropole.

[2] Le Groupe Bernard Hayot (GBH), par exemple, est classé cent trente-sixième fortune française.

[3] Pollution à grande échelle, depuis vingt ans, de terres agricoles, pour l'enrichissement de quelques producteurs de bananes.

[4] Crédits d'impôts importants accordés sur six ans aux contribuables qui investissent dans l'industrie ou le logement des DOM.

[5] Cette mise en cause de la spirale consumériste vise l'achat de marchandises en métropole alors qu'elles pourraient être produites localement (en particulier certaines denrées alimentaires).

[6] Appel « Liyannag Kont Pwofitasion » formalisé par M. Harry Durimel, des Verts Guadeloupe, membre du LKP.

[7] « Manifeste pour les produits de haute nécessité », d'Ernest Breleur, Patrick Chamoiseau, Serge Domi, Gérard Delver, Edouard Glissant, Guillaume Pigéard de Gurbert, Olivier Portecop, Olivier Pulvar et Jean-Claude William.